Burundi : l'ONU laisse la porte ouverte au dialogue pour Michel Kafando

RFI,Â 03-08-2017 Un an aprÃ¨s le vote de la rÃ©solution 2303 qui demandait le dÃ©ploiement de 228 policiers au Burundi, les diplomates ont estimÃ© que son mandat Ã©tait toujours valable faute d'avoir pu envoyer un seul homme sur le terrain. A la place, l'ONU a marquÃ© cette date anniversaire Ã travers une dÃ©claration prÃ©sidentielle rappelant Bujumbura Ã ses obligations et qui marque l'unitÃ© du Conseil de sÃ©curitÃ© aprÃ¨s des mois de divisions. Mais le ton de cette dÃ©claration est Ã©tonnamment nuancÃ©.

Albert Shingiro, l'ambassadeur burundais Ã l'ONU veut y voir la reconnaissance des dÃ©veloppements positifs sur le terrain. Mais les diplomates, eux, assurent que le Burundi reste sous le radar du Conseil de sÃ©curitÃ© qui s'inquiÃ¨te dans cette dÃ©claration de l'impasse politique qui affaiblit les accords d'Arusha et des multiples violations des droits de l'homme dans le pays. Cela n'a pas empÃªchÃ© les soutiens classiques de Bujumbura d'Ãªtre Ã la manÅ“uvre. Les Chinois qui ne voulaient aucune rÃ©fÃ©rence aux droits de l'homme ont obtenu que la Cour pÃ©nale internationale ne soit pas mentionnÃ©e tandis que les Egyptiens ont refusÃ© d'y voir figurer les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir; responsable de violences. Au final, une dÃ©claration plus consensuelle car largement discutÃ©e avec la reprÃ©sentation burundaise Ã l'ONU, mais qui vise surtout -selon une source diplomatique- Ã laisser le champ libre au nouvel envoyÃ© spÃ©cial Michel Kafando, nommÃ© en mai dernier. Ne surtout pas lui fermer de porte alors qu'il entretient des contacts rares avec la prÃ©sidence. Et mettre la balle dans le camp de Bujumbura pour prouver sa bonne volontÃ© Ã renouer le dialogue avec l'ONU. Avec notre correspondante Ã New York, Marie Bourreau

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});